Déroutes étudiantes.

**Les étudiants indochinois en France pendant la Seconde Guerre mondiale
(1940-1945)**

Sara LEGRANDJACQUES

CHAC – Paris 1 Panthéon-Sorbonne / UMR Sirice

Version auteur – hiver 2019

Résumé

Cet article explore les conséquences de la Seconde Guerre mondiale sur la communauté étudiante indochinoise présente en métropole entre 1940 et 1945. Il s'appuie sur des archives jusqu'ici peu exploitées, issues du fonds SLOTFOM des Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence). Alors que les communications entre la métropole et la colonie sont difficiles, voire interrompues, de nouvelles mobilités étudiantes apparaissent en France entre zones libre et occupée. La vie universitaire se réorganise autour de pôles urbains méridionaux, en particulier Marseille, alors que les pouvoirs publics fournissent un soutien financier tout en développant une offre de formation teintée d'idéologie vichyste.

En octobre 1940, le directeur des affaires politiques du ministère des Colonies Gaston Joseph s'adresse à son ami, le préfet du Puy-de-Dôme Peretti della Rocca, afin de solliciter une aide pour l'étudiant indochinois Ho Quang Phat. Celui-ci est arrivé en France à la fin des années 1930 afin d'intégrer l'École des Beaux-Arts de Paris. Or, au cours du printemps 1940 et après une année d'étude, l'avancée allemande dans le nord de la France l'a contraint à se réfugier à Clermont-Ferrand. Interrompant son cursus académique, cet exode soudain le prive également de la pension versée par ses parents, restés en Indochine, alors que les communications perturbées entre la colonie et sa métropole, rendent difficile les transferts financiers.¹

L'expérience de Ho Quang Phat met d'abord en avant la présence d'une communauté étudiante indochinoise en France métropolitaine pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces étudiants, généralement arrivés avant le début du conflit, s'insèrent dans un mouvement migratoire qui a vu le jour, d'abord modestement, au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Ces circulations connaissent une forte croissance durant l'entre-deux-guerres, dépassant le millier d'individus pour atteindre leur apogée à la fin des années 1920. Les étudiants sont estimés à 1 800 en 1928 par les agents du ministère de l'Intérieur², ce chiffre incluant les élèves des établissements d'enseignement secondaire, supérieur et technique. Si Paris constitue le principal pôle d'accueil, avec environ 1 100 étudiants à la fin des années 1920, une communauté étudiante indochinoise se développe dans plusieurs villes de province comme Aix, Toulouse, Montpellier, Bordeaux, Marseille ou encore Lyon.

¹ Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Service de liaison avec les originaires des territoires de la France d'outre-mer (SLOTFOM), carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Courrier de Gaston Joseph à Peretti della Rocca, 10 octobre 1940 ».

² ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 33 : *Liste d'étudiants indochinois et liste de recensement établies par le ministère de la Guerre et de l'Intérieur* : « Courrier du commissaire spécial de Toulouse au directeur de la Sûreté générale, p. 8 ».

L'entrée dans le second conflit mondial bouleverse le quotidien de cette communauté estudiantine venue d'Asie coloniale. Si certains sont contraints à de nouvelles mobilités à l'échelle métropolitaine, à l'instar du protégé de Gaston Joseph, d'autres cherchent à rejoindre la colonie. Ces nouveaux défis mobilisent également les pouvoirs publics, en métropole comme en Indochine. Cependant, l'impact de la Seconde Guerre mondiale sur les mobilités des étudiants venus d'Indochine n'a, jusqu'ici, pas fait l'objet d'une véritable étude par les historiens de la guerre comme du fait colonial. Si les travaux sur ce conflit intègrent les empires coloniaux³, et notamment l'Indochine⁴, et la participation des populations colonisées au conflit⁵, peu d'études sont consacrées à la diaspora indochinoise arrivée en métropole avant la guerre. Fort de ce constat, cet article cherche à combler ce vide historiographique en examinant les logiques et dynamiques spatiales des parcours d'étudiants indochinois en France métropolitaine induites par la Seconde Guerre mondiale. L'étude des conséquences de la guerre sur le quotidien de cette population spécifique doit alors permettre de tester l'hypothèse d'une rupture incarnée par les années 1940-1945, entre l'apogée des circulations durant l'entre-deux-guerres et le contexte de décolonisation de l'après-guerre.

En s'appuyant sur des archives disponibles aux ANOM et jusqu'ici peu exploitées par les historiens, cet article explore les mobilités et leurs évolutions à différentes échelles. Tout d'abord, des circulations plus complexes à l'échelle de l'empire modifient les dynamiques académiques en faveur de l'université de Hanoï. Ces bouleversements se manifestent également à l'échelle de la métropole, alors que les jeunes Indochinois doivent composer avec l'apparition de nouvelles frontières. Par conséquent, la zone libre devient dès 1940 un nouvel espace d'accueil et d'études où certains étudiants tentent de réorganiser leur vie quotidienne.

Des circulations impériales complexes

Des mobilités étudiantes relient la colonie indochinoise – et plus particulièrement le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine, à la population majoritairement vietnamienne – à la métropole. Elles sont facilitées par des liaisons régulières, par voie maritime, bénéficiant notamment de l'ouverture du canal de Suez à partir de 1859. Or, l'entrée en guerre modifie ces communications entre les territoires de l'empire et par extension, bouleverse les flux.

Une frontière intra-impériale hermétique

Au cours du conflit, les liaisons entre la France et l'Indochine sont plus difficiles voire interrompues. Ces difficultés sont prises en compte par les autorités françaises, comme le souligne une note d'octobre 1942 mentionnant des difficultés « depuis l'armistice, et plus particulièrement depuis l'entrée en guerre du

³ Voir par exemple certains chapitres dans : Alya Aglan, Robert Frank (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, 2015.

⁴ Voir notamment : Eric Jennings, *Vichy sous les Tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine, 1940-1944*, Paris, Grasset, 2004 ; Chizuru Namba, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945) Colonisation, propagande et rivalité culturelle*, Paris, Karthala, 2012 ; Sébastien Verney, *L'Indochine sous Vichy. Entre Révolution nationale, collaboration et identités nationales, 1940-1945*, Paris, Riveneuve éditions, 2012.

⁵ Voir notamment les travaux de Jacques Frémeaux : Jacques Frémeaux, « Les contingents impériaux au cœur de la guerre », *Histoire, économie et société*, n°2, 2004, p. 215-233.

Il faut également noter l'existence de travaux sur les travailleurs indochinois pendant la guerre : Benjamin Stora, « Les travailleurs indochinois en France de 1939 à 1948 », *Cahiers du CERMTRI*, n°28, avril 1983, p. 11-12 ; Liêm-Khê Luguern, « Les « Travailleurs Indochinois ». Étude socio-historique d'une immigration coloniale », sous la direction de Gérard Noiriel, EHESS, soutenue le 19 juin 2014.

Japon »⁶. Au cours de l'année 1940, le Japon s'est installé en Indochine, imposant une cohabitation avec le gouvernement général vichyste mené par l'amiral Decoux, situation qui se prolonge jusqu'au coup du 9 mars 1945. Les attaques japonaises en Asie pacifique et du sud-est pendant l'hiver 1941-1942 renforcent ces difficultés. Le vaste espace maritime qui fait office de zone frontière entre la colonie et la métropole est plus difficilement franchissable. Ce nouvel état des choses modifie les flux depuis et vers la colonie. En effet, les étudiants indochinois peuvent désormais difficilement quitter la colonie pour poursuivre leurs études en métropole et l'Université indochinoise à Hanoi voit ses effectifs augmenter tout au long du conflit :

Tableau 1 – Fréquentation de l'Université indochinoise à Hanoï selon l'origine des étudiants, 1939-1944⁷

Origine des étudiants	1939	1940	1941	1942	1943	1944
Métropole	88	89	138	206	313	371
Tonkin	394	428	419	476	556	681
Cochinchine	132	137	136	187	223	212
Annam	92	117	149	172	202	218
Cambodge	8	8	11	8	15	23
Laos	7	6	8	6	5	12
Chinois et divers	11	20	14	20	11	11
TOTAL	732	805	875	1 085	1 325	1 528

Le nombre d'étudiants dans cette université a plus que doublé pendant le conflit et la situation des étudiants métropolitains confirme cette tendance. Alors que cette institution ne leur est pas réservée et que leur présence y est traditionnellement limitée, ils sont quatre fois plus nombreux en 1944 qu'en 1940.

Ce blocage existe également dans le sens inverse. La note d'octobre 1942 sur la situation des étudiants coloniaux rappelle que « l'interruption complète des communications entre la France et l'Indochine » empêche les « étudiants qui se trouvaient en ce moment-là en France et les 40 000 travailleurs indochinois » d'être rapatriés.⁸ Or, certains étudiants veulent rentrer chez eux après avoir achevé leurs études – l'armistice coïncidant avec la fin de l'année universitaire – tandis que d'autres cherchent à quitter la France en guerre, interrompant leur cursus métropolitain⁹. Dès 1940, des listes d'étudiants « empêchés de regagner la colonie » sont produites par les services officiels français. (attention le mot français n'est pas utilisé à bon escient puisqu'alors l'Indochine est considérée comme française, il faut dire métropole) Elles ne concernent pas seulement les étudiants indochinois mais l'ensemble des étudiants de la « France d'outre-mer », intégrant des étudiants d'AOF, d'Afrique du Nord ou encore de Madagascar : ces difficultés de circulation ne sont pas une spécificité indochinoise mais concernent l'ensemble des territoires ultramarins. Une liste de 1940 comptabilise ainsi vingt-huit étudiants indochinois, donnant différentes informations à leur sujet : leur nom, leur titre d'identité, leur date et lieu de naissance, leur adresse en métropole et leur

⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *Situation des étudiants d'outre-mer* : « Note sur les Indochinois de France, octobre 1942 ».

⁷ « Tableau statistique de l'enseignement de l'Indochine » in *Annuaire statistique de l'Indochine, 1939- 1946*, disponible aux ANOM et cité dans Pierre BROCHEUX, Daniel HÉMERY, *Indochine. La colonisation ambiguë, 1858-1954*, Paris, La Découverte, 2001, p.307 ; « Les œuvres culturelles de la France en Indochine » in *Éducation*, numéro spécial, n°17, 31 décembre 1949.

⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op.cit.* : « Note sur les Indochinois de France, octobre 1942 ».

NB : Il est précisé dans la marge qu'il y a une erreur de chiffres concernant les travailleurs indochinois.

⁹ Aucun cas d'étudiant présent dans les archives ne mentionne la volonté de rejoindre l'université de Hanoi.

situation. Cette dernière catégorie laisse entrevoir la diversité des parcours étudiants : certains sont inscrits dans des établissements d'enseignement secondaire, d'autres dans des facultés tandis que certaines grandes écoles (Ponts et Chaussées, Centrale...) et écoles techniques (École centrale de la TSF, école électrotechnique...) accueillent elles aussi des Indochinois. On retrouve malgré tout une légère prédominance des étudiants en médecine (4) et en droit (3), tendance qui caractérise les mobilités étudiantes indochinoises vers la métropole depuis leurs débuts¹⁰. Cet intérêt pour les formations juridiques et médicales n'est pas exceptionnel et on le retrouve notamment chez les étudiants d'Inde, française mais aussi britannique¹¹, ou encore, des possessions ultramarines en Afrique¹², qu'ils poursuivent leurs études dans la colonie ou en métropole. Vingt-sept des étudiants inscrits sur la liste sont domiciliés à Paris pour un seul à Bordeaux. Si la fonction de pôle principal d'accueil de Paris est confirmée, l'hypothèse de l'absence de données disponibles pour les autres villes de la zone occupée peut être émise. Cette répartition spatiale permet de se poser la question de la nature de l'empêchement : le blocage existe-t-il seulement à partir des ports, gênant la traversée maritime, ou des difficultés se manifestent-elles déjà au sein du territoire français, pour rejoindre ces zones portuaires ?

Enfin, la liste souligne que ces « originaires des Colonies » ne peuvent rentrer dans leurs colonies « où ils ont leurs moyens d'existence ». L'interruption des liaisons avec la colonie engendre des difficultés financières. Les études et la vie quotidienne en métropole sont financées depuis ce territoire, par les familles, la communauté d'origine ou par le gouvernement colonial par l'intermédiaire de bourses. Or, la rupture des communications impériales bloque les transferts d'argent. Ces circulations monétaires constituent alors un enjeu majeur puisqu'elles doivent permettre de pallier l'impossibilité de rapatriement, en assurant la subsistance des jeunes gens pendant leur séjour en métropole.

Compenser l'immobilité

Le quotidien des étudiants indochinois en France est mis en péril, certains d'entre eux se confrontant à un manque de ressources. De nombreux courriers et notes transmis au SLOTFOM décrivent les difficultés auxquelles se heurtent ces jeunes gens. Certains sont contraints à chercher un emploi¹³ tandis que d'autres sollicitent l'aide des autorités françaises. Le 24 septembre 1940, le licencié Nguyen Khoa Thi s'adresse au ministre des Colonies en lui exposant sa situation : il n'a pas reçu de nouvelles de son père, qui occupe un poste à responsabilité à la cour d'Annam, depuis plus de deux mois. Alors qu'il a étudié à la faculté de Paris, il vit désormais à Sanary-sur-Mer dans le Var et a donc participé à l'exode, fuyant la future zone occupée par les autorités allemandes. Sa situation est d'autant plus critique qu'il a épousé une métropolitaine et ne peut pas non plus subvenir à ses besoins. Dans ce contexte, il multiplie les courriers et s'adresse de nouveau au ministre des Colonies le 30 octobre 1940 :

¹⁰

¹¹ Concernant les étudiants d'Inde britannique, voir notamment : Sumita Mukerjee, *Nationalism, Education, And Migrant Identities*. The England-Returned, London, Routledge, 2010, p. 13-27.

¹² Sur les étudiants en médecine en Afrique occidentale française, voir notamment : Elsa Paris, « Les étudiants en médecine en Afrique de l'Ouest au XXe siècle : perspectives historiques sur la formation d'une élite », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, n°394-395, 2017, p. 149-177.

¹³ Archives nationales d'outre-mer (ANOM), SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *situation des étudiants d'outre-mer* : « Note sur les Indochinois de France, octobre 1942 ».

« Sans nouvelle de ma famille depuis août, je me trouve absolument sans ressources. J'ai l'honneur de vous solliciter un secours mensuel jusqu'à ce que je reçoive de nouveau des nouvelles de mon père.

D'autre part, étant donné la précarité de ma situation, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me donner les instructions nécessaires pour que je puisse rejoindre ma famille le plus tôt possible »¹⁴.

Les autorités métropolitaines réagissent en mettant en place des prêts d'honneur et des secours exceptionnels destinés aux étudiants coloniaux. Ce type de mesure n'est pas totalement nouveau et avait déjà été mobilisé avant la guerre, dans des cas très précis. La nouveauté réside davantage dans l'élargissement des bénéficiaires de ces aides, incluant des boursiers comme des non-boursiers. En parallèle, des aides sont destinées aux « étudiants prisonniers »¹⁵. Destinées à faciliter un séjour se déroulant dans des circonstances exceptionnelles, ces soutiens sont malgré tout soumis à des conditions. Tout d'abord, les bénéficiaires doivent poursuivre leurs études : en juin 1941, l'étudiant Pham Van Man se voit confisquer son secours palliant le non-versement des mensualités de sa bourse car il ne suit plus de cours de notariat¹⁶. Ensuite, la question de la loyauté demeure centrale, comme avant-guerre : les étudiants subventionnés doivent faire preuve de gratitude envers la colonie et participer à l'œuvre coloniale française une fois leurs diplômes obtenus. Le versement d'aides résulte donc de l'obtention de renseignements sur les activités et les opinions politiques des candidats, par le biais d'enquêtes : Bui Van Vinh obtient une somme pour poursuivre ses études de licence ès sciences puisqu'il a abandonné toute activité politique en 1934, manifestant ouvertement sa volonté de rompre tout lien avec les militants indochinois en France¹⁷. Les textes consacrés à ces aides ponctuelles précisent qu'elles sont interrompues dès que le versement de la bourse gouvernementale ou le transfert d'argent par les familles est rétabli. Il ne s'agit que de mesures transitoires visant à faciliter le quotidien pendant la guerre.

Exodes étudiants en métropole

Si la frontière entre métropole et colonie s'épaissit, gênant les circulations humaines et financières, le territoire métropolitain est lui aussi divisé à la suite de l'avancée allemande. Alors que sept zones distinctes voient le jour, une partie de la population du nord de la France participe à l'exode. Parmi elle se trouvent des étudiants indochinois qui tentent de réorganiser leur vie estudiantine dans une France divisée, soit en poursuivant leurs études au sein de nouvelles institutions, soit en tentant de franchir la ligne de démarcation une fois l'exode terminé.

Poursuivre ses études en zone libre

Aux côtés des circulations bouleversées à l'échelle de l'empire, de nouvelles circulations apparaissent à l'échelle métropolitaine. La participation des étudiants indochinois à l'exode est difficile à chiffrer, les

¹⁴ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Courrier de Nguyen Khoa Thi au ministre des Colonies, 30 octobre 1940 ».

¹⁵ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Courrier du chef adjoint du cabinet de l'Union nationale des étudiants de France au secrétaire d'États aux colonies, 14 février 1941 ».

¹⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Note pour Monsieur le capitaine de frégate, directeur du Cabinet, 21 juin 1941 ».

¹⁷ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Télégramme du secrétariat d'État aux colonies au gouverneur général de l'Indochine, 23 juin 1941 ».

quelques statistiques disponibles dans le dossier du SLOTFOM étant lacunaires, incomplètes et irrégulières. Il est plus aisé de mesurer les conséquences concrètes de ces déplacements : les étudiants qui ne demandent pas un rapatriement immédiat ou constatent que celui-ci est impossible, souhaitent poursuivre leur cursus supérieur en France pendant la guerre. Ils se heurtent parfois à des situations complexes. Hoang van Ngôn est un étudiant en médecine qui a fui Reims au printemps 1940. Il était sans doute inscrit à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de la ville puisque aucune faculté n'y existait alors. En novembre 1940, il s'adresse au ministre des Colonies afin d'être autorisé à passer l'examen de fin de deuxième année d'études grâce à une session complémentaire organisée pour les candidats réfugiés de toutes origines. Il explique que l'exode l'a mené à Toulouse en vingt-deux jours où il a déjà tenté deux fois de valider cet examen, sans succès. Il souhaite désormais tenter une nouvelle fois sa chance grâce à une session organisée à Marseille¹⁸.

Si le dossier ne précise pas l'issue de cette requête et des tentatives de validation de ses études par Hoang, il annonce l'intérêt des autorités françaises concernant la poursuite des études en zone libre. Le 4 décembre 1940, le contre-amiral Platon, secrétaire d'État aux colonies, expose à son homologue à l'Instruction publique les mesures entreprises à ce sujet :

« 2. Pour ceux qui sont inscrits dans une Faculté de la zone (sic) occupée, j'attacherais du prix, en outre, à ce que le transfert auprès d'une faculté de la zone (sic) libre put être opéré. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître éventuellement votre accord sur ce point.

3. Tous les jeunes gens en cause par ailleurs ne sont pas inscrits auprès d'une Faculté. Certains suivent les cours d'un lycée, d'une école technique, d'une école de commerce, etc. Je vous serais très obligé de bien vouloir étendre dans la mesure du possible les enquêtes susvisées à ces établissements »¹⁹.

Ces mesures sous-tendent une mise en œuvre complexe car elles nécessitent l'obtention de listes précises des étudiants exilés dans le sud de la France, des contacts avec leur établissement d'inscription d'origine et le transfert des dossiers vers des institutions acceptant l'admission de nouveaux candidats. (OK) Des difficultés gênent la continuité du parcours étudiant de certains Indochinois, à l'instar de Vo Thanh Loc en mars 1941. Il doit passer les examens de deuxième année de doctorat en droit mais pour cela, il doit suivre le programme parisien car, s'il a été autorisé à suivre les cours de la faculté de droit d'Aix-en-Provence, son inscription n'a pas été transférée. Il a besoin d'obtenir les cours en photocopiés, ce qui lui coûte 400 francs et sollicite dans ce but une augmentation de son prêt d'honneur, jugé insuffisant puisqu'il doit également subvenir aux besoins de son épouse.²⁰

Franchir la ligne de démarcation

Si les étudiants coloniaux sont de plus en plus nombreux à s'installer en zone libre, qu'ils soient Indochinois ou issus d'un autre territoire ultramarin, d'autres cherchent à rejoindre la zone occupée afin

¹⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op.cit.* : « Courrier de Hoang van Ngôn au ministre secrétaire d'État aux colonies, novembre 1940 ».

¹⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Courrier du contre-amiral Platon secrétaire d'État aux colonies au secrétaire d'État à l'Instruction publique, 4 décembre 1940 ».

²⁰ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op.cit.* : « Courrier de Vo Thanh Loc au secrétaire d'État aux colonies, 23 novembre 1941 ».

de retrouver leur domicile habituel et de poursuivre leurs études au sein de leur établissement d'inscription originel. En effet, à l'exception de quelques cas spécifiques à l'instar de l'université de Strasbourg délocalisée à Clermont-Ferrand, les établissements d'enseignement supérieur demeurent ouverts et accessibles pendant la période allemande. D'autres souhaitent simplement récupérer leurs affaires personnelles : le 2 décembre 1940, l'étudiant Nguyen Quoi Nhon, installé à Marseille, s'adresse au chef du service de l'immigration indigène afin de savoir s'il est possible de rejoindre la zone occupée :

« À la suite d'un article des journaux du 19 novembre dernier, concernant l'admission des gens de couleur de la zone (sic) libre en zone (sic) occupée, je suis allé plusieurs fois au Service des Réfugiés, 23 Boulevard de la Paix, pour demander son rapatriement à Paris afin que je puisse prendre mes effets personnels. Au bureau du service on m'a répondu que les hommes de couleur n'ont aucun droit de se rendre en zone occupée. »²¹

Les circulations entre les deux zones sont présentées comme impossibles. Or, cette situation fait débat depuis l'été 1940, des informations contradictoires circulant à ce sujet. En septembre, un avis avait été affiché dans le hall de la gare de Vichy et repris dans la presse annonçant qu'entre autres, les « Martiniquais, les Indochinois et en règle générale, tous les hommes bronzés, tunisiens, algériens, etc. » ne sont pas admis à traverser la ligne de démarcation²². Cet avis surprend le contre-amiral Platon qui avait déjà appris du secrétaire d'État à l'Intérieur, quelques jours plus tôt, l'apposition d'affiches similaires à Moulins, sur demande des autorités allemandes²³. Ces mesures n'avaient pas été notifiées par la commission d'armistice et le ministère de l'Intérieur vichyste souhaite faire enlever ces affiches qui s'accompagnent du refoulement des populations originaires des colonies. Dès septembre, il est recommandé à tout individu souhaitant traverser la ligne de ne pas emprunter des points de passage fermés et de ne partir qu'après avoir obtenu des informations de la part des autorités coloniales²⁴. Or, quelques mois plus tard, la situation demeure délicate comme l'illustre le cas de Nguyen Quoi Nhon, incapable de déterminer si un voyage vers la zone occupée est envisageable.

Réorganiser la vie étudiante en zone libre

Le découpage de la métropole en différentes zones aux statuts divers complexifie les circulations d'une manière générale, et des étudiants indochinois en particulier. Certains d'entre eux cherchent à rejoindre la zone libre – ou zone sud à partir de la fin de l'année 1942 – bouleversant la géographie étudiante et universitaire française. Si la présence d'étudiants indochinois à Marseille n'est pas nouvelle²⁵, ces circulations donnent une nouvelle vigueur à ce pôle d'études, au détriment de Paris, tandis que les autorités

²¹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Courrier de Nguyen Quoi Nhon au chef du service de l'immigration indigène, 2 décembre 1940 ».

²² ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Coupure de presse du *Petit Parisien*, 27 septembre 1940 ».

²³ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Courrier du secrétaire d'État aux Colonies au secrétaire d'État à l'Intérieur, 28 septembre 1940 ».

²⁴ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Courrier du secrétaire d'État aux colonies au secrétaire d'État à l'Intérieur, 17 octobre 1940 ».

²⁵ Au cours de l'entre-deux-guerres, Marseille fait partie des villes accueillant élèves du secondaire et étudiants du supérieur originaires de l'Indochine. Les données disponibles sont ici encore lacunaires, surtout disponibles pour la fin des années 1920 et le début des années 1930 : en 1928, Marseille accueille 50 étudiants et se classent ainsi en sixième position derrière Paris, Aix, Toulouse, Montpellier et Bordeaux. Quatre ans plus tard, ils sont 62, avec une majorité de lycéens.

ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 28 : *Étudiants en lycées, collèges et facultés* ; dossier 33 : *Liste d'étudiants indochinois et liste de recensement établies par le ministère de la Guerre et de l'Intérieur*.

tendent de contrôler cette convergence vers le Midi. Toutefois, la quantification des flux d'étudiants demeure complexe alors que d'éventuelles stratégies d'évitement sont mobilisées par certains individus désireux d'échapper au contrôle officiel. Quelques données sont tout de même disponibles : une note du 1^{er} octobre 1940 mentionne trente-quatre étudiants « récemment arrivés » à Marseille dont treize Indochinois, quatorze Malgaches et quatre Antillais. Cela permet de souligner l'absence d'une spécificité indochinoise concernant ces circulations, qui concernent d'autres étudiants coloniaux.

Une vie estudiantine sous contrôle

Face à ces arrivées, des infrastructures d'accueil sont mises en place sans être toujours impulsées par les pouvoirs publics. Le doyen de la faculté des sciences de Montpellier est à l'origine de la création d'une association d'aide aux étudiants d'outre-mer. Ce projet est validé par autorités françaises et un immeuble est aménagé en foyer, accueillant entre autres des Indochinois²⁶. À Marseille, des cantines appelées « popotes » se multiplient et sont parfois le résultat d'initiatives des populations coloniales elles-mêmes. Les étudiants Trinh Van Sam et Le Van Ho sont à l'origine de la popote située au deuxième étage du 5, rue de la Guirlande où l'on trouve un restaurant annamite au rez-de-chaussée. L'agent chargé de la surveillance de ce nouveau lieu de restauration et par extension, de sociabilités, souligne que la cantine fonctionne en collaboration avec le restaurateur voisin qui y envoie des clients²⁷. Cet exemple souligne des collaborations au sein de la diaspora indochinoise de Marseille et il serait intéressant de comparer cette situation avec celle d'autres communautés ultramarines présentes dans la cité phocéenne.

Ces lieux n'échappent pas à la surveillance des autorités françaises : en novembre 1943, le projet de restaurant pour étudiants annamites, terme utilisé alors pour désigner les Vietnamiens, à Marseille de Nguyen Van Nham est rejeté car l'attitude de ce dernier est jugée « douteuse ». Il s'agit de limiter le développement et la diffusion d'idées anti-françaises au sein de ces lieux de rencontre et d'échanges.OK

L'administration travaille également de concert avec des associations préexistantes, comme le foyer des étudiants africains et asiatiques fondé en 1933 à Marseille. Celui-ci accueille des étudiants réfugiés mais fournit également des rapports détaillés sur la situation des étudiants coloniaux à Marseille entre 1940 et 1944²⁸.

Les Indochinois à l'école de Vichy : l'École des cadres d'Uriage (1940-1942)

Les autorités métropolitaines tentent de garder le contrôle des étudiants et de réprimer toute tendance anti-française ou nationaliste. Ainsi, elles incitent les étudiants ayant achevé leurs études, mais ne pouvant être rapatriés, à entreprendre des stages qui pourront leur être utiles une fois de retour dans la colonie. L'utilité des études, élément récurrent du discours éducatif des colonisateurs, est toujours mobilisée pendant la guerre. Si cette tendance n'est pas nouvelle, elle peut être teintée de l'idéologie vichyste. Ainsi les étudiants coloniaux sont invités à rejoindre certaines institutions et organisations, à prendre part à certaines initiatives liées à la Révolution nationale, qui engendrent parfois des circulations nouvelles.

²⁶ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Rapport à M. le secrétaire d'État, 1^{er} août 1942 ».

²⁷ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Courrier du chef du bureau de l'immigration indigène au secrétaire d'État aux colonies, 4 juillet 1942 ».

²⁸ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Note concernant l'organisation des étudiants coloniaux, 22 novembre 1941 ».

Au cours des étés 1941 et 1942²⁹, des étudiants issus des colonies d'outre-mer et logés au foyer des étudiants africains et asiatiques sont envoyés en camp de vacances à l'École des cadres d'Uriage, commune située à quelques kilomètres de Grenoble. Dans sa thèse portant sur cette institution, Bernard Comte dénombre une promotion de vingt-trois étudiants en 1941 dont 9 Indochinois, soit plus d'un tiers des effectifs, pour quatre Nord-Africains, quatre d'AOF, deux Malgaches, un Guyanais et un Kanak³⁰. Cette école a été fondée par Pierre Dunoyer de Segonzac dans le but de former les futurs dirigeants des mouvements de jeunesse de la France de Vichy³¹. Ils sont donc une trentaine, dont des « Annamites », à rejoindre l'établissement pour une durée d'une semaine au cours de laquelle sont mêlés « travaux intellectuels » et « décrassage physique », selon les rapports élogieux fournis par le directeur du Foyer de Marseille, non dénués de racisme. L'accent est mis sur la vie en communauté à travers des activités collectives. Le point culminant du séjour est marqué par la cérémonie des drapeaux auxquels participent les étudiants coloniaux³². Ces nouvelles circulations d'études demeurent toutefois de courte durée, l'école passant à la résistance active à la fin de l'année 1942.

*

La Seconde Guerre mondiale bouleverse le quotidien des étudiants indochinois en France. Leurs expériences permettent à la fois d'éclairer des difficultés générales, qui ne sont pas spécifiques aux populations étudiantes, à l'instar de l'exode, mais également des bouleversements plus spécifiques, liés à la poursuite des études ou encore, à leur statut de colonisés. Des circulations nouvelles apparaissent tandis que d'autres deviennent impossibles, à l'échelle impériale comme métropolitaine, rendant certains accommodements indispensables.

La distance avec la colonie constitue un facteur majeur de bouleversement, que les Indochinois partagent avec d'autres coloniaux comme les Malgaches ou encore les Nord-Africains. Ils sont ainsi généralement intégrés à la catégorie « Français d'outre-mer », même si les diverses listes consultées prennent toujours soin de préciser l'origine de chacun des individus concernés.

Malgré tout, la période 1939-1945 ne constitue pas une rupture nette avec l'entre-deux-guerres. Certaines logiques demeurent, comme la surveillance des étudiants et la volonté des autorités françaises de lutter contre le développement de sentiments anti-français et du militantisme. Le maintien de services de surveillance en est la preuve. Plus qu'une rupture, il faut souligner le renforcement de certaines difficultés et l'apparition de logiques spatiales nouvelles liés au contexte de guerre. À ces éléments vient parfois s'ajouter la volonté d'imprégner les étudiants de l'idéologie et des valeurs de Vichy.

En outre, ces problématiques et leur traitement évoluent au fil des années. Entre 1940 et 1942, la question des circulations, entre la colonie et la métropole tout comme au sein de cette dernière, est centrale, conduisant à des réflexions et mesures concernant l'accueil et l'encadrement des étudiants. À partir de

²⁹ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op.cit.* : « Courrier du chef de bureau de l'immigration indigène au secrétaire d'États aux colonies, 4 juillet 1942 ».

³⁰ Bernard Comte, *Une utopie combattante. L'école des cadres d'Uriage, 1940-1942*, Paris, Fayard, 1991, p. 253.

³¹ Janine Bourdin, « Des intellectuels à la recherche d'un style de vie : l'École des cadres d'Uriage », *Revue française de science politique*, 1959 ; Robert Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Points, 1972, p. 214.

³² ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Note sur les étudiants coloniaux à Uriage, 1941 ».

1943, l'intérêt des services officiels est davantage lié aux craintes d'espionnage, notamment en provenance du Japon. La surveillance d'individus suspects est mise en avant.

Enfin, il faut garder à l'esprit que les autorités allemandes ont pu représenter une alternative à l'aide française pendant la période. Alors que quelques étudiants nécessiteux à Paris cherchent une aide française auprès des Allemands, le cas de l'étudiant en philosophie Thao est plus original : celui-ci a reçu une bourse pour aller étudier la philosophie de Kant en Allemagne.³³

³³ ANOM, SLOTFOM, carton III, dossier 97 : *op. cit.* : « Télégramme du secrétaire d'État aux colonies, 8 octobre 1943 ».